



PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE

## Arrêté n° 2012/DREAL/76

**Portant décision d'examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

Le préfet de région,

VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

VU la demande enregistrée sous le n°2012-26, déposée par le conseil général du Cantal, relative à des travaux d'amélioration de la RD 678 sur la commune d'Anglards-de-Salers (15). Le formulaire a été reçu le 14 août 2012 et considéré complet le 21 août 2012 ;

VU l'arrêté du préfet de région n° 2012/SGAR/101 du 4 juillet 2012 portant délégation de signature à Monsieur Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne ;

VU l'arrêté du préfet de région n° 2012/DREAL/036 du 30 juillet 2012 portant subdélégation à Madame Agnès DELSOL ;

VU la saisine de l'agence régionale de santé et de la commission spécialisée du comité de massif en date du 21 août 2012 ;

CONSIDÉRANT que le formulaire de demande comporte les éléments suffisants pour motiver la décision de l'autorité environnementale ;

CONSIDÉRANT que le projet consiste en un recalibrage modéré de la chaussée de la RD 678 ;

CONSIDÉRANT que le projet entraînera le défrichement d'une surface réduite ;

CONSIDÉRANT l'absence d'effets cumulatifs prévisibles avec d'autres projets ;

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts significatifs sur une zone d'intérêt écologique ou paysager ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

**ARRÊTE :****Article 1<sup>er</sup>**

Les travaux d'amélioration de la RD 678 présentés par le conseil général du Cantal, sur la commune d'Anglards-de-Salers (15), ne sont pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

**Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

**Article 3**

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

**Article 4**

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne.

Clermont-Ferrand, le **17 SEP. 2012**

Pour le préfet de région et par délégation,  
Pour le directeur régional et par délégation,  
le chef du service territoires, évaluation,  
énergie et paysages

  
Agnès DELSOL

<b>Voies et délais de recours</b>
-----------------------------------

**1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact****Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**

Monsieur le préfet de région  
18, boulevard Desaix - 63 033 CLERMONT FERRAND cedex 01  
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

**2- décision dispensant le projet d'étude d'impact****Recours gracieux :**

Monsieur le préfet de région  
18, boulevard Desaix - 63 033 CLERMONT FERRAND cedex 01  
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours hiérarchique :**

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie  
Grande Arche Tour Pascal A et B 92055 La Défense cedex  
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours contentieux :**

Tribunal administratif de Clermont-Ferrand  
6, cours Sablon 63 000 CLERMONT FERRAND  
(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).